Mauvaise foi

A propos du livre de Nicolas Baverez

Denis Clerc, *Alternatives économiques* n° 219, décembre 2003

Bien que d'un naturel plutôt conciliant, il m'arrive parfois de prendre un coup de sang lorsque quelqu'un dépasse les bornes de ce que je crois être la frontière – floue, je vous l'accorde – qui sépare la bonne foi de la mauvaise foi, l'analyse du parti pris, l'explication de la désinformation. C'est ce qui s'est produit avec *La France qui tombe*, que je m'étais senti obligé de lire. D'abord parce qu'il m'est déjà arrivé de croiser son auteur, Nicolas Baverez, jeune homme bien élevé, charmant et disert, qui ajoute à sa qualité d'économiste celle d'être avocat et historien. Surtout, le bruit médiatique autour de ce livre m'y a quasiment contraint : ne pas le citer vous ferait presque passer pour un demeuré, en tout cas pour un ignorant. J'ai donc lu Baverez. Et j'ai pris un coup de sang.

Pourtant, certaines de ses analyses font mouche. Les dirigeants de la France croient qu'elle est encore une grande puissance capable de faire la leçon au reste du monde, alors qu'elle n'en a plus les moyens. Elle ne parvient pas à s'extirper du chômage de masse et peine à s'adapter aux nouvelles données, qu'elles soient démographiques (le vieillissement), politiques (la réforme de l'Etat) ou économiques (les nouvelles technologies). Mais, tant qu'à soutenir la thèse du déclin, autant le faire en s'appuyant sur des données exactes. Et en citant ses sources. Or, ce n'est pas le cas, comme le montrent ces quelques exemples (parmi beaucoup d'autres).

L'économie de la France déclinerait : son PIB *« qui était de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni dans les années 70 est désormais inférieur de 9 % »* (page 69). Selon l'OCDE, la croissance cumulée du PIB en volume a été, de 1973 à 2002, de 82,1 % au Royaume-Uni et de 87,4 % en France. Certes, sa croissance moyenne depuis 1990 la situe au *« 25e rang sur les trente pays que compte l'OCDE »* (page 70), mais, entre 1997 et 2002 inclus, la croissance économique cumulée de la France est plus forte que la moyenne (14,6 % contre 12,9 % pour l'OCDE, 12,2 % pour l'Union européenne et 12,9 % pour le Royaume-Uni). Soi-disant boudée par les capitaux étrangers (page 79), la France a été, en 2002, la deuxième destination mondiale des investissements directs à l'étranger. Ses investissements productifs (formation brute de capital fixe des sociétés et entreprises individuelles) ont diminué de 1,7 %, entre fin 2001 et le deuxième trimestre 2003, et non de 13 % comme affirmé page 69. La création d'entreprises n'a pas régressé *« de 2 % par an depuis la fin des années 80 »* (page 74), mais est passée de 184 000 en 1985 (*Insee Première* n° 159, sept. 1991) à 178 000 en 2002 (*Informations rapides,* 17 janv. 2003).

L'économie française croulerait sous le poids de fonctionnaires en nombre très fortement croissant (*« 5,1 millions en 2003 contre 4 millions en 1980 »*, page 17), coûteux (un salaire net de *« 22 188 euros, contre 16 520 euros dans le secteur privé »*, page 72) et choyés (une retraite égale à *« 75 % du salaire* [dans la fonction publique], *contre 62 %* [dans le privé] » (page 72). Or, le dernier rapport de l'Observatoire de l'emploi public (2003) a dénombré, fin 1999, 3,755 millions de fonctionnaires en poste dans la fonction publique d'Etat, territoriale ou hospitalière. Le salaire des fonctionnaires cadres est inférieur d'un quart à ce que perçoivent les cadres du privé, mais leur poids (48,8 % des effectifs totaux, contre 16,1 % dans le privé, à cause des chercheurs et des enseignants principalement) tire vers le haut la rémunération moyenne. Quant aux retraites, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR), le taux de remplacement (en termes de salaire net) était similaire en 1997 pour les fonctionnaires et pour le secteur privé.

Notre système *« social-étatiste »*, incapable de former correctement les jeunes dont le *« taux de chômage s'élève à 26 % et le taux de pauvreté à 17 % »* (page 46, repris page 83), ruinerait le pays avec les 35 heures qui contraignent *« les gains de productivité* [à] *plafonner autour de 1,1 % »* (page 38, affirmation reprise pages 45, 69 et 117). Selon l'Insee (enquêtes emploi), le taux de chômage des jeunes actifs de 15 à 24 ans est passé de 29,1 % en mars 1997 à 20,2 % en mars 2002. En 1996 (on ne dispose pas de chiffres plus récents), le taux de pauvreté (moins de 50 % du revenu médian par unité de consommation) des ménages dont la personne de référence est âgée de 25 ans était de 9 % (*Synthèses* n° 47, page 28). Selon la *Note de conjoncture* de l'Insee (juin 2003), la progression de la productivité horaire du travail dans les industries manufacturières est passée de 0,79 % par trimestre, entre 1992 et 1996, à 1,24 % par trimestre, de 1997 à 2002, et par tête, en raison de la baisse de la durée du travail, de 0,74 % à 0,98 %.

Une fois encore, il ne s'agit pas de rosir la situation, mais écrire que la France est dans les choux parce qu'elle compte trop sur l'Etat et pas assez sur le marché, qu'elle préfère les loisirs au travail, n'est pas fondé. Ce sont des affirmations de bateleur cherchant à draguer le chaland. Et si les effets de manche peuvent faire illusion au barreau, en économie on a besoin d'analyses solides.